Reconstruire le système de santé pour qu'il soit encore plus résilient

La propagation du Covid-19 au Liban constitue une préoccupation majeure pour le directeur régional des urgences à l'Organisation mondiale de la santé, Richard Brennan.

OLJ / Par Nada MERHI,

L'explosion du 4 août a lourdement affecté le système de santé à Beyrouth, où quatre hôpitaux ont été entièrement dévastés. Alors que le secteur hospitalier était déjà mis à rude épreuve en raison de la crise économique et du Covid-19, cette tragédie l'a presque anéanti. Une situation qui inquiète l'Organisation mondiale de la santé (OMS), d'autant que la pandémie est loin d'être contrôlée. Au terme d'une visite de trois jours à Beyrouth pour examiner la réponse de l'agence onusienne à l'explosion et identifier les besoins du secteur, le Dr Richard Brennan, directeur régional des urgences à l'OMS, explique à L'Orient-Le Jour que dans le cadre de la tournée effectuée sur le terrain, l'agence a constaté que « trois principaux hôpitaux sont désormais hors service » et « trois autres sont partiellement fonctionnels ». Cela se traduit, sur le terrain, par « la perte de 500 lits ».

« Près de la moitié des 55 établissements de soins évalués ne sont pas opérationnels », ajoute-t-il, soulignant que la destruction des services de santé « va avoir sûrement un impact sur la lutte contre le Covid-19 », d'autant que le Liban, qui avait bien géré la pandémie au départ, connaît depuis quelques semaines – bien avant l'explosion – une forte recrudescence des cas. « Il est important que la population adopte les comportements susceptibles de la protéger contre le Covid-19, poursuit le Dr Brennan. Mais, bien sûr, elle a d'autres priorités actuellement et la pandémie n'en est pas une. »

Constatant que les gens au Liban n'appliquaient pas déjà les gestes barrières – c'est–à-dire le port de masque, la distanciation et le lavage fréquent des mains – il fait remarquer qu'avec l'explosion, le rassemblement des gens sans aucune protection « dans les urgences des hôpitaux, pour les opérations de déblayage et dans les manifestations » constitue un important vecteur de propagation du coronavirus. « Nous sommes vraiment inquiets et nous devons observer attentivement la situation au cours des prochaines semaines », affirme le Dr Brennan. Un autre problème reste la destruction d'une grande partie des équipements nécessaires pour la lutte et la prise en charge du Covid–19, notamment les équipements de protection personnelle (EPP ou PPE).

Agir rapidement

Pour le directeur onusien, il est primordial d'agir rapidement. « À l'OMS, nous avons fait acheminer des équipements pour la prise en charge des traumatismes et pour les soins chirurgicaux, précise-t-il. Nous avons aussi importé 25 tonnes d'équipements de protection personnelle qui sont directement livrés aux établissements de santé. De plus, onze équipes médicales étrangères ont été dépêchées à Beyrouth et plusieurs hôpitaux de campagne ont été installés. Au départ, ceux-ci avaient pour vocation d'offrir des soins aux blessés, mais nous savons que ce volet a été largement couvert par les établissements au Liban. C'est la raison pour laquelle nous demandons à certains de ces hôpitaux de campagne de mettre davantage l'accent sur la prise en charge du Covid-19. »

« Nous savons qu'à l'heure actuelle, les priorités des familles sont nombreuses, notamment pour reconstruire leurs maisons et retrouver les personnes encore disparues, mais nous ne pouvons pas oublier la pandémie, martèle le Dr Brennan. Les domaines d'intervention sont nombreux. Il y a les tests de dépistage, l'isolement des cas positifs, le

traitement et le traçage des cas. Nous essayons de faire en sorte que les autorités de santé, nos partenaires et nousmêmes restons vigilants pour assurer la continuation de toutes ces activités. Au risque de faire face dans quelques semaines à de gros problèmes. »

Réhabiliter le système de santé

En plus de l'aide immédiate susmentionnée – qui comprend également une aide psychologique et psychiatrique – l'OMS est en pleine discussion avec les donateurs pour « rétablir le plus rapidement possible la fonctionnalité » des établissements de santé endommagés. « Par ailleurs, nous avons aidé à transférer et sauver les équipements et médicaments qui se trouvaient à la pharmacie centrale de la Quarantaine, avance le Dr Brennan. Nous allons aussi travailler avec le ministère de la Santé pour reconstruire et réhabiliter le système de santé pour qu'il soit encore plus résilient aux urgences à l'avenir. »

Le Dr Brennan souligne qu'en plus des appréhensions liées à la pandémie, l'OMS est inquiète de l'impact psychologique de la tragédie. « Nous allons continuer à nous occuper de cet aspect aussi, assure-t-il. Par ailleurs, avec la destruction des établissements de soins, il faut s'assurer que ceux-ci continueront à être prodigués aux différents patients, notamment à ceux souffrant de maladies chroniques. Maintenant que le gouvernement a démissionné, nous allons devoir voir avec les donateurs ce qu'ils souhaitent soutenir, d'autant qu'ils vont sûrement avoir des réserves dans ce sens. Nous devons tirer au clair ces problèmes. »

L'OMS est également inquiète pour les agents du système de santé. « Ils ont fait l'objet de nombreuses exigences, constate le Dr Brennan. À l'instar de tous les Libanais, ils ont été affectés par la crise financière. Nous devons nous assurer qu'ils font l'objet de soutien et qu'ils sont protégés. Ils sont exposés au Covid-19 au quotidien et durant la semaine écoulée, ils ont travaillé sans relâche. Nous voulons donc être en mesure de les soutenir et de nous assurer qu'ils ont accès aux équipements dont ils ont besoin, qu'ils bénéficient d'un soutien psychologique et qu'ils continuent de toucher leurs salaires. »

Et le Dr Brennan d'affirmer que l'OMS établira un plan définissant les priorités sur les court, moyen et long termes. « Nous allons continuer à assurer les soins d'urgences aux blessés et une continuité des services de santé à tous les niveaux. Mais pour ce faire, il faut rétablir la fonctionnalité des principaux établissements de santé. Et surtout, il faut assurer un financement soutenu au système de santé du pays. »